

Document

Quand Reporters Sans Frontières couvre la CIA

(par Thierry Meyssan)

Reporters sans frontières jouit, en France, d'une honorable réputation, tandis que des médias latino-américains l'accusent d'être à la solde de la NED/CIA. L'association collecte plus de 2 millions d'euros par an auprès du public français pour venir en aide aux journalistes opprimés dans le monde. En réalité, seulement 7 % du budget général de RSF est affecté à sa mission principale. La véritable activité de l'association, depuis qu'elle a conclu un contrat avec l'officine d'Otto Reich, c'est la lutte contre les régimes progressistes latino-américains (Cuba, Haïti, Venezuela).

25 avril 2005

Lors des procès de La Havane, en 2003, Nestor Baguer a publiquement mis en cause Robert Ménard, qu'il a accusé de collusion avec les services secrets états-uniens. Dans la même période, Reporters sans frontières (RSF), dont M. Ménard est le directeur exécutif, a mené campagne contre le gouvernement cubain, qu'il accuse d'emprisonner les journalistes dissidents. Depuis lors, la polémique n'a cessé de s'envenimer jusqu'à ce que la journaliste états-unienne Diana Barahona, du Northern California Media Guild, franchisse un pas de plus en accusant Reporters sans frontières d'être financé par la NED/CIA et d'écrire ses rapports sous l'influence de l'administration Bush.

Nous avons relayé cette controverse sur notre site espagnol, Red Voltaire, et nous regrettons de l'avoir fait sans nuances. En effet, l'enquête de notre correspondant canadien, Jean-Guy Allard, et les vérifications de notre bureau français montrent que le financement direct de RSF par la NED/CIA est anecdotique et récent, de sorte qu'il n'a pas pu avoir d'influence sur son activité. Nous présentons donc nos excuses à Reporters sans frontières. Nous regrettons d'autant plus cette erreur qu'elle masque des faits fort surprenants.

Initialement conçue pour envoyer des reporters témoigner de l'action d'ONG humanitaires, Reporters sans frontières a évolué pour devenir une organisation internationale de soutien aux journalistes réprimés. L'association a été reconnue d'utilité publique par décret du Premier ministre Alain Juppé, le 19 septembre 1995. Ce statut lui a donné un accès plus facile aux financements publics qui représentent, dans les derniers comptes publiés [1] 778 000 euros. Ils proviennent des services du Premier ministre français, du ministère français des Affaires étrangères, de l'Agence intergouvernementale de la francophonie, de la Commission européenne, de l'OSCE et de l'UNESCO. RSF peut aussi compter sur le mécénat privé (FNAC, CFAO, Hewlett Packard, Fondation Hachette, Fondation EDF etc.) pour environ 285 000 euros. Toutefois, l'essentiel du budget provient de la générosité du public, notamment lors de la vente de l'album annuel pour la liberté de la presse et d'opérations spéciales, soit 2 125 000 euros sur un budget total de 3 474 122 euros.

Or, l'activité concrète de Reporters sans frontières est très éloignée de ce que les donateurs croient financer. Le fonds d'assistance aux journalistes opprimés, c'est-à-dire le paiement des honoraires des avocats des journalistes emprisonnés, le soutien matériel à leurs familles, le développement des Maisons des journalistes, tout cela qui représente le cœur de l'activité officielle de l'association et la raison de la générosité du public ne reçoit que... 7 % du budget général ! Vous avez bien lu : pour 1 euro donné pour les journalistes opprimés, seuls 7 centimes arrivent à destination.

Où passe donc le reste ?

La véritable activité de Reporters sans frontières est de conduire des campagnes politiques contre des cibles déterminées. Elles seraient légitimes si, comme la Fondation Soros [2], elle n'instrumentalisaient pas la liberté de la presse au point de l'évoquer pour justifier des violations graves du droit international. À titre d'exemple, RSF s'est félicité de l'enlèvement du président constitutionnel d'Haïti par les Forces spéciales

états-uniennes appuyées par une logistique française [3], au motif que Jean-Bertrand Aristide aurait été un « prédateur de la liberté de la presse » ; un qualificatif étayé par une vision tronquée des événements qui visait à faire passer le président haïtien pour le commanditaire de meurtres de journalistes. Force est d'observer que, ce faisant, Reporters sans frontières soutenait médiatiquement une opération dans laquelle le gouvernement français s'était fourvoyée, alors que ce même gouvernement français subventionnait l'association.

Le caractère idéologique des campagnes de Reporters sans frontières tourne parfois au ridicule. Ainsi, l'association s'est-elle indignée du projet de loi vénézuélien visant à soumettre les médias au droit général, mais elle ne s'est pas préoccupée du rôle du magnat de l'audiovisuel Gustavo Cisneros et de ses chaînes de télévision dans la tentative de coup d'État militaire pour renverser le président constitutionnel Hugo Chavez [4].

C'est en définitive à propos de Cuba que la polémique s'est cristallisée, tant il est vrai que RSF a fait de la dénonciation du régime castriste l'axe principal de ses campagnes. Selon l'association, les 21 journalistes emprisonnés dans l'île auraient été accusés abusivement d'espionnage au profit des États-Unis et seraient en réalité victimes de la répression gouvernementale. Pour lutter contre ce gouvernement, RSF a organisé diverses manifestations, dont une qui a mal tourné, le 14 avril 2003 devant l'ambassade de Cuba à Paris. Dans son enthousiasme, l'association a également troublé la session de la Commission des droits de l'homme, au siège de l'ONU à Genève. Ses militants avaient pris à partie la présidence libyenne de la Commission et molesté des diplomates. En conséquence, Reporters sans frontières a été suspendu pour un an de son statut d'observateur au Conseil économique et social (Ecosoc) de l'ONU. Robert Ménard n'a pas manqué de stigmatiser les dérives de cette commission, selon lui aux mains des spécialistes des violations des droits de l'homme. Pourtant, les sanctions à l'encontre de RSF ont été votées par des États parfaitement démocratiques comme l'Afrique du Sud, le Brésil ou le Bénin.

Interrogé par téléphone, Robert Ménard récuse les allégations selon lesquelles RSF aurait été acheté par l'argent de la NED/CIA [5] pour mener campagne contre Cuba. Il explique que l'association a demandé une subvention à l'Agence états-unienne pour venir en aide aux journalistes opprimés en Afrique et qu'elle a en définitive reçu seulement 40 000 dollars à la mi-janvier 2005. Dont acte.

Poursuivant la discussion, M. Ménard récuse également les accusations de notre collaborateur Jean-Guy Allard, par ailleurs journaliste à l'agence nationale Granma Internacional. Dans son ouvrage, *Le Dossier Robert Ménard. Pourquoi Reporters sans frontières s'acharne sur Cuba*, celui-ci relate les liens personnels étroits que le directeur exécutif de l'association entretient avec les milieux d'extrême droite anticastriste à Miami, notamment avec Nancy Pérez Crespo. Haussant la voix, il nous accuse de projeter des présupposés idéologiques sur les choses, alors que lui et son association s'astreindraient à la plus grande neutralité. Puis, il nous accuse d'accorder du crédit à de la « propagande communiste » (sic).

Vérification faite, Robert Ménard fréquente bien l'extrême droite de Miami et RSF est bien financé par le lobby anticastriste pour mener campagne contre Cuba. En 2002, Reporters sans frontières a signé un contrat, dont les termes ne sont pas connus, avec le Center for a Free Cuba, à l'issue duquel il a reçu une première subvention de 24 970 euros. Celle-ci a été augmentée à 59 201 euros pour 2003. Le montant 2004 n'est pas connu.

Le Center for a Free Cuba est une organisation créée pour renverser la révolution cubaine et restaurer le régime de Battista [6]. Elle est présidée par le patron des Rhums Bacardi, dirigée par l'ancien terroriste Frank Calzon, et articulée à une officine de la CIA, la Freedom House [7].

Le contrat signé avec le Center for a Free Cuba a été négocié en 2001 avec le responsable de l'époque de cette organisation : Otto Reich, le champion de la contre-révolution dans toute l'Amérique latine [8]. Le même Otto Reich, devenu secrétaire d'État adjoint pour l'hémisphère occidental, fut l'organisateur du coup d'État manqué contre le président élu Hugo Chavez ; puis, devenu émissaire spécial du président Bush, il supervisa l'opération d'enlèvement du président Jean-Bertrand Aristide.

RSF, c'est 7 % de soutien aux journalistes opprimés et 93 % de propagande impériale états-unienne.

Thierry Meyssan

[1] Les derniers comptes publiés sont ceux de 2003. Les comptes 2004 le seront ce mois-ci.

[2] La Fondation Soros a subventionné RSF en 2003 à hauteur de 70 378 euros. Sur cet organisme, voir : « George Soros, spéculateur et philanthrope », *Voltaire*, 15 janvier 2004.

[3] « Coup d'État en Haïti » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 1er mars 2004 ; « Jean-Bertrand Aristide, un an après », entretien avec Claude Ribbe, *Voltaire*, 22 février 2005.

[4] « Opération manquée au Venezuela » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 18 mai 2002.

[5] « La NED, nébuleuse de l'ingérence démocratique » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 22 janvier 2004.

[6] Sur l'ensemble du dispositif US, voir « Les États-Unis en guerre de basse intensité contre Cuba » par Philip Agee, *Voltaire*, 10 septembre 2003.

[7] « Freedom House, quant la liberté n'est qu'un slogan », *Voltaire*, 7 septembre 2004.

[8] « Otto Reich et la contre-révolution » par Arthur Lepic et Paul Labarique, *Voltaire*, 14 mai 2004.